

Appel de l'AG Ile-de-France des établissements en lutte

LE SUCCES DU 15 MAI APPELLE DES SUITES A LA HAUTEUR DES ENJEUX

L'Assemblée Générale d'Ile de France du 15 mai (95 établissements ; syndicats présents CGT, CNT, SNES, SUD Education ; coordination lycéenne) se félicite du succès aujourd'hui de la grève et de la manifestation parisienne (60 000 personnes). Les informations de province vont dans le même sens.

Ce succès est à mettre sur le compte de la forte mobilisation dans l'éducation, qui se développe depuis près de 3 mois en Ile-de-France (à l'initiative de l'AG 93, puis IdF, et à partir de fin mars massivement des lycéens, avec le soutien d'une intersyndicale région parisienne dont la composition et la géographie a varié en fonction des dates) et qui s'est généralisée à l'ensemble du pays.

La mobilisation a déjà permis d'arracher la transformation d'heures supplémentaires en postes (1/3 des postes supprimés sur Créteil), et de mettre le pouvoir fragilisé par ses échecs, son discrédit et les mobilisations (luttés salariales et contre les plans sociaux, travailleurs sans papiers en grève...) en situation de reculer sur les LP et la réforme des lycées.

Les appels nationaux demandés par l'AG IdF depuis le 20 mars, ont fini par être lancés puis étendus à la fonction publique. Deux manifestation nationales sur le dossiers éducatif sont appelées : le Dimanche 18 mai à Paris, à l'initiative de la FSU et le samedi 24 mai décentralisée, à l'Appel de l'intersyndicale éducation et de la FCPE, par ailleurs une journée nationale d'action sur les retraites a été lancée par les 5 confédérations pour le jeudi 22 mai.

Ces 4 initiatives en l'espace d'une semaine et les questions que se posent les lycéens sur l'investissement des enseignants à leurs côtés et sur la proximité des examens justifient les propositions suivantes de l'AG IdF :

- Reconduction de la grève à partir du 16 et en tout état de cause le 22 mai, en demandant à toutes les organisations syndicales de l'Éducation nationale d'appeler clairement à cette reconduction. C'est dans le cadre d'un mouvement reconductible que les 18, 22 et 24 mai s'inscriront dans le développement de la mobilisation pour gagner sur les revendications :

- **Refus, dans tous les secteurs, des suppressions de postes et des heures supplémentaires :** et donc des sureffectifs, des suppressions de classes et de filières, d'options, de dispositifs d'aide (soutien, RASED...) ; maintien de tous les BEP et retrait de bacs pro en 3 ans. Création de tous les postes nécessaires (profs, vie scolaire, orientation, médicaux, sociaux, TOS, remplacement, renforcement des moyens des RASED...)
- **Refus de la casse de l'école publique et des statuts des personnels :** refus de la réforme Darcos du 1^{er} degré, des nouveaux programmes, du soutien scolaire imposé, des stages de vacances... ; abandon du rapport Pochard, de l'augmentation et de l'annualisation du temps de service, du « travailler plus pour gagner plus », augmentation des salaires pour tous ; retrait des projets de loi cassant la fonction publique (suppression de la garantie d'emploi pour les fonctionnaires) ; titularisation des précaires. Maintien et amélioration de la carte scolaire et des moyens en ZEP

- maintien de l'unité avec les lycéens, les parents d'élèves, à la base dans les établissements, les AG de villes et départementales, en contribuant au succès de leurs initiatives et à la lutte contre la répression administrative, policière et judiciaire.

L'AG propose de se donner les moyens de faciliter la mobilisation des lycéens et des parents par l'engagement des enseignants que les jeunes ne seront pas pénalisés par le mouvement dans leur étude ni pour leurs examens. L'AG IdF demande au ministère de reporter les examens d'ores et déjà concernés par la mobilisation (BTS, BEP...)

- appel à la convergence des luttes interprofessionnelle, en vue du 22 mai avec proposition d'AG de villes interprofessionnelles notamment pour le préparer. Si la grève est reconduite dans l'éducation ce sera une base forte pour le développement de la mobilisation dans la fonction publique et sur les retraites, à tous les niveaux.

- contribution à la coordination des luttes au niveau national avec la tenue de la troisième réunion des établissements et des AG départementales en lutte le 17 mai à 18 h, au 8 impasse Crozatier 75012 PARIS.

Prochaine AG IdF jeudi 22 mai, à 17 h 30, que nous proposons d'ouvrir à l'interprofessionnel Bourse du Travail de Paris, 3 rue du Château d'Eau, **Contact : ag.idf@ml.free.fr**